

LES MIGRATIONS CLIMATIQUES

Dossier d'informations

Les migrations climatiques
Populations menacées par les dérèglements climatiques:
quelles protections?



Conférence du Groupe des Verts/ALE au Parlement européen
Contacts et informations:
holene.fautre@europarl.europa.eu
Inscription:
<http://greens-efa-service.eu/event/climatemigrants>

Mercredi 11 juin 2008, 09:30-13:00 & 15:00-18:30
Parlement européen, Bruxelles
Salle 1 & 2, Bâtiment ASP


www.greens-efa.eu

Crédit photographique: Photojournalisme / Ekobart / Agence

Climat : les petits États insulaires demandent une aide extérieure

Centre de nouvelles de l'ONU 12-02-2008



12 février 2008 – Lors d'une conférence de presse sur l'impact des changements climatiques sur les petits États insulaires, des représentants de l'Alliance des petits États insulaires ont souligné l'importance des partenariats pour affronter conjointement les défis des changements climatiques.

« Les changements climatiques nous affectent déjà aujourd'hui », a déclaré Angus Friday, le président de l'Alliance des petits États insulaires et Représentant de la Grenade auprès de l'ONU, lors d'une conférence de presse organisée aujourd'hui au siège des Nations Unies à New York ([webcast](#)).

Des phénomènes comme l'érosion des sols, les inondations, la désertification, les ouragans ou encore la salinisation, affectent particulièrement nos pays, a-t-il ajouté.

« Nous devons donc entamer immédiatement le processus d'adaptation », a insisté le représentant de la Grenade, et pour cela, les partenariats sont indispensables, car « la vulnérabilité écologique des petits États insulaires est très importante, et le financement insuffisant ».

Angus Friday a cité le cas des Maldives, composées de 1900 îles, dont 210 sont habitées. « Ils ont, pour un coût de 100 millions de dollars, créé une île artificielle. Mais il en faudrait 14 », a-t-il indiqué.

Les ressources du Fonds d'adaptation ne pourront pas suffire à financer les travaux dans tous nos pays, il faut donc conclure des partenariats, a-t-il affirmé.

Le Représentant de la Grenade a indiqué que l'Alliance travaillait déjà avec la Commission européenne pour l'adaptation des pays concernés, et a exprimé ses remerciements à la Fondation des Nations Unies et au groupe 'Friends on Climate Change', un groupe de 25 ambassadeurs auprès de l'ONU, pour leur aide.

Il a également souligné que la Grèce avait offert une somme d'un million d'euros à l'Alliance, pour aider ces pays dans leur processus d'adaptation.

Angus Friday a annoncé le lancement, demain, d'un 'Livre vert' qui dressera la liste des domaines dans lesquels des partenariats sont requis, avec la mention de projets spécifiques.

A ses côtés, Antonio Pedro Monteiro Lima, le Représentant du Cap-Vert, a alerté sur la vulnérabilité de son pays. « La désertification avance », a-t-il lancé, « et nos efforts depuis 20 ans sont balayés par les effets du réchauffement climatique ». Il a aussi insisté sur la dimension mondiale du phénomène. « En nous aidant, les pays développés s'aideront eux-mêmes », a-t-il affirmé.

Colin D. Beck, le Représentant des îles Salomon, a pour sa part indiqué que les habitants de certaines îles avaient dû les évacuer et rejoindre les îles les plus importantes dans des mouvements de population qui, malheureusement selon lui, sont passés inaperçus, car il s'agissait d'une question interne.

L'Alliance des petits États insulaires (AOSIS selon son acronyme anglais) est composée de 44 pays, dont 37 sont des États Membres de l'ONU. Elle recouvre des territoires habités par environ 41 millions de personnes.

Au Bangladesh, les premiers réfugiés climatiques

Donatien GARNIER, Le monde diplomatique, Avril 2007

Les dirigeants européens se sont accordés, le 9 mars 2007, sur une stratégie globale de lutte contre le réchauffement climatique en fixant notamment un objectif les contraignant à utiliser 20 % d'énergies renouvelables en 2020. Il n'est que temps. Les conséquences néfastes du dérèglement environnemental pourraient pousser des dizaines de millions de personnes à quitter leur terre et à migrer. Déjà, un pays comme le Bangladesh est touché.

Depuis Dacca, il faut environ onze heures pour se rendre à Munshiganj, minuscule bourgade située à l'extrémité sud-ouest du Bangladesh. Sept heures de bus climatisé jusqu'à Khulna, dont une heure de bac à travers les eaux café au lait du Gange, puis quatre heures de secousses, de chaleur et de poussière dans un car bondé, aussi fatigué que son conducteur. Jusqu'à ce qu'enfin la route bute sur une rivière sans pont ni ferry. Munshiganj est le terminus de la ligne. De l'autre côté de l'eau, au sud, se dresse une forêt d'allure impénétrable : les Sundarbans, une vaste mangrove partagée avec l'Inde et classée au patrimoine mondial par l'Unesco. Au-delà, l'océan.

Le nom complet du lieu est Munshiganj Bazar. Il sert de marché pour tous les hameaux des environs et se présente sous la forme d'une rue principale perchée sur la longue digue qui protège la région contre les mascarets et les grandes marées. La voie est bordée d'échoppes, de commerces en tout genre, de maisons de thé et de quelques habitations. Elle s'achève par un collège et une petite mosquée. Cette année, la mousson s'est fait attendre. Une grosse averse témoigne de son intensité retrouvée. Très vite, le sari des femmes et la jupe de coton – le *longhi* – des hommes sont trempés. Ce qui n'affecte en rien les affaires.

Le ventre rond, bien campé sur ses deux maigres jambes, le visage poupin, qu'une barbe grise ne parvient pas à rendre sérieux, M. Mohamad Abdul Mannan Molla est, quant à lui, bien à l'abri sous le parapluie de grosse toile noire dont il ne se sépare jamais. Il discute âprement le prix des ingrédients indispensables à la fabrication du *paan* qu'il mastique tout au long de la journée : de grandes feuilles très amères, des copeaux de noix de muscade et de la chaux. Ses emplettes achevées, oncle Mannan, comme on l'appelle ici, prend le chemin du retour d'un pas alerte. Est-il vraiment âgé de 70 ans, comme il le prétend ?

Le hameau de Pankhali où se trouve sa maison n'est accessible que par un étroit chemin perché sur une digue. Trois kilomètres de boue à la fois profonde et glissante que le vieil homme parcourt avec une facilité déconcertante, ne s'arrêtant que pour échanger des saluts avec des voisins de tous âges. La chaleur des saluts tranche avec l'austérité du paysage. A perte de vue, d'immenses bassins quadrillés par des digues de terre et destinés à l'élevage de grosses crevettes d'exportation. N'étaient les saris colorés des femmes qui circulent en portant sur la hanche des enfants ou de lourdes jarres d'eau, tout serait terne et gris.

« *Quand j'étais jeune, raconte Mannan sans ralentir sa marche, il n'y avait, ici, que des rizières et des troupeaux de vaches. C'était magnifique. Mais, depuis le raz de marée de 1988, la terre s'est gorgée de sel ; les cultures ont été remplacées par des fermes de crevettes.* » Faut-il saluer la réussite de cette adaptation aux changements de l'environnement ? « *Ça nous a amené beaucoup de richesse, opine Mannan, le bazar n'existait pas avant...* » « *Des richesses, oui, mais pour les riches, tempère un voisin qui s'est invité dans la conversation. Les pauvres sont de plus en plus pauvres (1).* » L'intervention déclenche une polémique dans le petit groupe de cinq ou six personnes qui s'est constitué autour du vieil homme.

« *Les fermes de crevettes, affirme l'un, emploient beaucoup moins de gens que les rizières, il n'y a plus de travail.* » « *Avant, se souvient un autre, on pouvait se chauffer avec la bouse séchée des vaches. Maintenant, il faut aller couper du bois dans les Sundarbans.* » « *Autrefois, il y avait six saisons, on dirait qu'il n'y en a plus que quatre* », complète un troisième. Les propos n'ont pas gagné en optimisme lorsque la petite troupe arrive chez Mannan, où elle a l'intention de prolonger ses débats.

La mangrove est infestée de pirates qui enlèvent et battent les pêcheurs

La nuit tombe sur les trois petites maisons, murs de terre et toits de palmes agglutinés à la digue, où le septuagénaire vit avec sa femme, Zohura, et la famille de leurs deux fils. Dans le voisinage, un chant s'élève, accompagné par un harmonium. On entre. Faiblement éclairée par une lampe à pétrole, la pièce unique n'est meublée que d'un banc, d'une table et d'un lit de planches sans matelas. On s'installe sur des nattes disposées à même le sol de terre tandis que Zohura propose du *paan*. Petite et desséchée par le travail, elle paraît avoir dix ans de plus que son mari. Elle en a dix de moins. On l'informe de la conversation. « *Tout a changé*, dit-elle. *Avant, il y avait des puits d'eau douce dans tous les jardins, mais l'eau est devenue salée. On ne peut plus l'utiliser. Maintenant, il faut marcher jusqu'au bazar ou traverser la rivière en bateau pour trouver de l'eau potable.* »

Le raz de marée de 1988 a joué un rôle de déclencheur. Depuis, la salinisation n'a cessé de s'aggraver. La faute à l'élévation du niveau de la mer, perceptible pendant les grandes marées de mousson, quand les digues sont régulièrement débordées ou éventrées (2). « *Pourtant*, explique Mannan, souvent employé comme contremaître sur les chantiers de réparation, *nous les surélevons chaque année de plusieurs centimètres.* »

La faute aussi au moindre débit des rivières pendant la saison sèche, qui ne peut freiner la puissance accrue des marées. Le cercle vicieux est amorcé. En favorisant l'intrusion de l'eau salée toujours plus avant dans les terres et toujours plus profond dans les nappes phréatiques, le réchauffement climatique – car c'est bien de lui qu'il est question – provoque la disparition progressive de la riziculture et de ses emplois.

Comment survivre ? Ailleurs, il n'y aurait d'autre solution que de partir. Mais ici la mangrove offre une possibilité toute temporaire. De plus en plus, les paysans qui n'ont pas réussi à se faire embaucher dans les élevages de crevettes se reconvertissent en pêcheurs ou en chasseurs, écument les Sundarbans à la recherche de bois et de miel sauvage. Fils cadet de Mannan, M. Abdul Rhaman Molla, âgé de 30 ans et pêcheur dans la mangrove, confirme : « *Il y a chaque jour davantage de monde sur l'eau. Depuis cinq ans, ceux qui viennent du nord font jusqu'à trois jours de navigation pour venir pêcher ici.* » Ce qui n'est pas sans incidence sur la ressource : « *Il y a de moins en moins de larves de crevettes et d'alevins de poissons. Là où je pouvais en pêcher dix kilos en une journée, je n'en attrape plus que cinq cents grammes.* »

Les hommes qui s'aventurent dans les Sundarbans prennent pourtant de très gros risques. La mangrove est infestée de pirates qui enlèvent et battent les pêcheurs pour les rançonner. Elle est aussi le refuge du redoutable tigre du Bengale, auquel on prête une centaine de victimes chaque année. Une double évocation qui met momentanément un terme à la surprenante gaieté qui accompagnait jusqu'alors ces propos peu réjouissants. A côté, la musique s'est tue – le voisin mélomane a rejoint la petite assemblée. On n'entend plus, entre les récits, que le coassement de milliers de grenouilles. Chacun a une histoire terrifiante à raconter. Qui dit toujours, en creux, un profond attachement à la région. Une région d'islam modéré qui tolère la pratique de la musique, ne harcèle pas les femmes et permet une bonne cohabitation avec les hindous – avec lesquels les habitants partagent même un culte à Bono Vidi, déesse de la forêt. Une région portée par la beauté et l'imaginaire des Sundarbans.

« Partir ? Mais pour aller où ? Je préfère mourir ici »

Pour la mangrove, la pression toujours plus forte exercée par les hommes vient s'ajouter à la salinisation accrue, l'augmentation du niveau de l'océan, l'élévation de la température de l'eau et de l'atmosphère qu'elle subit déjà et auxquelles elle n'a pas le temps de s'adapter. Son étiolement se traduit par la disparition de ses plus hauts arbres et d'un grand nombre d'espèces animales et végétales. Or, sans cette biodiversité, le fragile équilibre qui permet à l'homme de survivre dans le sud-ouest serait rompu, et des centaines de milliers de personnes seraient contraintes de migrer. Ce

sont, en effet, plus de huit mille familles qui dépendent directement – et au moins cinq millions de familles indirectement – des Sundarbans pour leur subsistance.

« *Partir ? Mais pour aller où ? Je préfère mourir ici* », s'exclame Zohura en provoquant les rires de ses invités. « *J'emmènerai ma famille à Dacca, il n'y a pas d'autre choix* », assure son fils Rahman, plus pragmatique. Mais la question, pour eux, n'est pas encore à l'ordre du jour. La première urgence est de s'adapter. Quotidiennement.

Dacca, juillet 2006. Avec ses rues non encore goudronnées, ses immeubles neufs pas tout à fait achevés – mais déjà occupés –, le quartier de Niketon semble avoir surgi de terre à l'occasion des dernières pluies de mousson. Dacca, treize millions d'habitants aujourd'hui et vingt et un millions prévus pour 2015, ce qui la situerait au quatrième rang mondial pour la population, est l'une des mégapoles dont l'expansion est la plus rapide. Partout, on construit, souvent trop vite et dans une étonnante imbrication, des tours de verre, des bidonvilles, des villas, des alignements de bâtiments de sept ou huit étages dont le rez-de-chaussée est occupé par un parking et les balcons défigurés par des appareils de climatisation dépareillés. C'est dans un de ces immeubles sans attrait que se trouvent les bureaux du Bangladesh Unnayan Parishad (BUP), un organisme de recherche que dirige Ahsan Uddin Ahmed, auteur de nombreux articles traitant de l'impact du réchauffement climatique sur le Bangladesh.

Assis très droit sur un fauteuil dont le dossier a été recouvert d'une serviette-éponge – destinée à absorber la transpiration pendant les pannes de ventilation –, le chercheur rappelle froidement les enjeux : « *Les habitants du sud-ouest de notre pays sont aujourd'hui les plus affectés par le réchauffement planétaire, mais, à terme, c'est l'ensemble de la population qui sera concernée.* » Avec plus de cent quarante millions d'habitants concentrés sur un territoire à peine plus grand que le quart de la France (3), le Bangladesh est l'un des Etats les plus exposés du monde : le troisième rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (4) estimait ainsi à 5,5 millions le nombre de personnes déplacées et à 10,9 % la perte en territoire du plat pays bangladais pour une élévation du niveau de la mer de 45 centimètres...

Il faut préciser qu'au Bangladesh l'inondation est un phénomène normal. Parcouru par des centaines de rivières et par trois grands fleuves – le Gange, la Meghna et le Brahmapoutre –, le pays reçoit 92 % des eaux provenant du Tibet, du Bhoutan, de l'Inde et du Népal. Cet énorme flot arrive principalement au moment de la mousson et inonde en moyenne un tiers du territoire. « *Les gens ont appris à s'y adapter*, insiste le chercheur, *mais le réchauffement climatique vient perturber ce schéma.* » D'une part, l'augmentation des précipitations en période de mousson associée à la fonte des glaciers himalayens accroît la quantité d'eau à évacuer. D'autre part, l'élévation du niveau de la mer rend l'écoulement fluvial plus difficile. Les inondations annuelles devraient donc gagner progressivement en volume et en durée. Rompant le si fragile équilibre établi au fil des siècles entre une population encore très majoritairement rurale et une nature capricieuse.

Des clubs écologiques expliquent aux habitants les changements observés

Ce n'est pas tout. La hausse des températures combinée à des précipitations significativement atténuées hors des périodes de mousson pourrait, à l'inverse, aboutir à des situations de sécheresse dans le nord-ouest du pays. Ainsi qu'à une diminution du débit des cours d'eau. Privée de ce frein liquide et poussée par les marées, l'eau salée remonterait alors toujours plus haut vers le nord, polluant au passage les champs et les nappes phréatiques. Enfin, si le chercheur reconnaît que la houle engendrée par les tempêtes est un facteur aggravant de l'élévation du niveau de la mer, il n'inclut pas l'augmentation de la puissance des cyclones dans la liste des calamités induites par le réchauffement planétaire. La question posant, selon lui, encore trop de problèmes sur le plan théorique. Mais, en tout état de cause, les conséquences néfastes du changement de climat n'épargnent aucune région du pays.

« *Si nous voulons éviter une migration massive vers les villes, nous devons aider les gens à comprendre ce qui se passe.* » Le calme olympien et la parole précise de M. Mohon Kumar Mondal

tranchent avec les manières ampoulées de bien des responsables d'organisations non gouvernementales de la région de Munshiganj. Il est à Dacca pour quelques jours afin de trouver des fonds pour la sienne : Gana Unnayan Sangstha (5). Avec cette minuscule structure locale, il a monté des clubs écologiques dans les hameaux des environs de Munshiganj. On s'y retrouve pour parler des changements observés et pour mettre en œuvre des solutions aux problèmes posés : plantation d'arbres, surélévation des habitations, gestion de l'eau potable, utilisation de semences de riz moins sensibles au sel.

L'oncle Mannan appartient au club de Pankhali. Ce qui lui vaut, bien qu'il soit illettré, de faire régulièrement des présentations à ses voisins. *« Les gens, ici, constatent les dérèglements, mais, comme ils sont très peu informés, ils ne savent pas les expliquer. Nous avons donc mis en place, avec une troupe d'acteurs et de musiciens locaux, des spectacles itinérants qui permettent de comprendre ce qui se passe à l'échelle mondiale à partir des représentations de notre culture. »*

Il faut s'attendre à des déplacements massifs de population

Pourtant, en dépit des efforts de Mohon et de l'attachement très fort des habitants de Munshiganj à leur région, un nombre croissant de ceux qui ne peuvent travailler ni dans les exploitations de crevettes ni dans la mangrove sont contraints de partir. C'est le cas de M. Hamid Mohamad Abdul, âgé de 25 ans et père de deux enfants. Incapable de nourrir sa famille sur place, il est, depuis un an, conducteur d'un tricycle à passagers (rickshaw) dans l'épais trafic de la capitale. Un métier éprouvant. *« Il n'y en a pas de plus dur »,* précise-t-il en s'excusant d'un grand sourire mélancolique. Sa voix est rauque, éraillée par la pollution, et son corps très maigre. *« Il me faut plusieurs jours pour reprendre un peu de poids quand je rentre chez moi, explique-t-il, ce que je fais environ tous les mois, dès que j'ai économisé suffisamment d'argent pour mon voyage et les besoins de ma femme et de mes deux enfants. »*

Pour tenir, Hamid s'appuie sur la solidarité d'un petit groupe de jeunes gens tous originaires des environs de Munshiganj. Ensemble, ils louent au propriétaire de leurs rickshaws une petite pièce pour faire la cuisine et se retrouver, ainsi qu'un étage au sol fait de bambous où ils s'effondrent après dix à douze heures d'un travail éreintant. Homme nonchalant et avisé, le propriétaire regrette bien un peu l'époque, pas si lointaine, où il était fermier, quand le garage des tricycles abritait des vaches et que le dortoir des conducteurs stockait le foin et la paille... Mais la ville a absorbé ses terres, et son affaire de rickshaws prospère : *« Ils sont de plus en plus nombreux à venir me demander du travail »,* dit-il, à demi allongé sur le banc de bois d'où il surveille ses activités.

Hamid confirme le propos : *« L'année dernière, quand je suis arrivé, nous n'étions que onze de Munshiganj, nous sommes aujourd'hui presque cinquante. »* Ont-ils tous fait le deuil de leur région d'origine ? Sont-ils prêts à poursuivre une activité qui – alors qu'ils sont jeunes et bien portants – leur permet tout juste de vivre ? Hamid rêve d'économiser de quoi monter un petit négoce de crevettes chez lui.

Dans son bureau sobre et moderne, niché dans la tour un brin clinquante de l'une de ces universités privées qui fleurissent à Dacca depuis quelques années, loin, très loin du quartier de Kilgaon où s'entassent les conducteurs de rickshaws, le géographe Maudood Elahi, spécialiste des déplacements internes, prédit un autre avenir à Hamid : *« C'est le schéma type. Le chef de famille arrive d'abord. Il commence par envoyer de l'argent à sa famille en pensant qu'il va revenir s'installer avec elle, mais c'est en général l'inverse qui se produit. »* Et le professeur de confirmer la croissance de Dacca, principale destination des migrants, dont la surface *« a progressé de 40 % en vingt ans »*.

Si, comme le prévoit le dernier rapport du GIEC (6), la pression climatique continue de s'exercer sur le Bangladesh, il faut s'attendre à des déplacements massifs de population. Dans le sud-ouest comme dans le reste du pays. Dacca ne pourra pas – loin s'en faut – absorber cet exode rural massif. Et ce d'autant plus que la capitale risque d'être elle-même sujette à des inondations de grande ampleur

comme celles qu'elle a connues en 2004. Où iront alors les réfugiés bangladais ? Dans les pays voisins ?

C'est, si l'on veut éviter les violences, très peu probable. Comme le dit sans ciller Maudood Elahi, « migrer vers l'Inde et la Birmanie sera très difficile. L'Inde connaît déjà des problèmes démographiques, et les deux pays seront également très affectés par les changements climatiques. Et je ne parle pas de la question politique ! C'est pourquoi il faut dès maintenant chercher des coopérations en dehors de l'Asie du Sud. C'est vital ». Toujours flegmatique, il poursuit : « Les organisations internationale comme l'ONU [Organisation des Nations unies] et l'UNHCR [Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés] ont un rôle déterminant à jouer dans la planification des migrations massives qui s'annoncent. Pour être direct, je pense que les pays qui disposent de plus de territoire vont devoir changer leur politique migratoire. Si on considère que le réchauffement climatique est un problème global, on doit chercher des solutions globales. »

C'est pour cette approche d'ensemble que milite depuis vingt ans le professeur Atiq Rhaman, fondateur du Bangladesh Centre for Advanced Studies (BCAS), un centre de recherche pluridisciplinaire précurseur dans l'étude des impacts socio-économiques du climat. Très didactique dans le champ scientifique, il parle sans détour des questions de justice internationale, auxquelles il rattache le réchauffement climatique. « Celui-ci est, pour le Bangladesh, qui souffre déjà de l'incurie de ses politiques et de multiples désastres naturels, le facteur additionnel critique, la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Pourtant, notre pays ne représente que 0,3 % ou 0,4 % du total des émissions de gaz à effet de serre. C'est-à-dire moins que la ville de New York. Nous devons nous-mêmes réduire nos émissions, c'est un devoir moral. Mais, dans le même temps, si le reste du monde ne fait rien, il y aura une catastrophe humanitaire majeure. Qui portera, alors, la responsabilité ? »

Y a-t-il une issue à cette injustice globale ? « Je propose depuis longtemps la solution suivante, poursuit Rhaman : chaque pays doit prendre à sa charge, à savoir transporter et accueillir, un quota de réfugiés climatiques qui serait fonction de ses niveaux d'émission de gaz à effet de serre présents et passés. » Une solution qui passe peut-être par l'ouverture du statut de réfugié, tel qu'il est défini par la convention signée à Genève en 1951, à la notion de réfugié climatique. L'hypothèse peut surprendre, elle a le mérite d'inciter à la réflexion.

(Reportage photographique réalisé par Laurent Weyl, du collectif Argos, en 2006.)
Donatien GARNIER

La dégradation environnementale, source de tensions et de conflits au Soudan

PNUE, Communiqué, 22-06-2007

Genève/Nairobi, 22 juin 2007 Il est peu probable que le Soudan connaisse une paix durable si la dégradation environnementale considérable, qui s'accélère rapidement, n'est pas enrayerée au plus vite.

Une nouvelle évaluation du pays, y compris la région du Darfour en proie à des troubles, indique que l'effritement rapide des services environnementaux dans plusieurs zones clés du pays constitue l'une des causes profondes à l'origine des décennies d'agitation sociale et de conflits.

L'investissement dans la gestion environnementale, financé par la communauté internationale et à partir des revenus assurés par l'essor naissant des exportations de pétrole et de gaz du pays, jouera un rôle capital dans l'édification de la paix, constate le rapport.

Les questions les plus préoccupantes sont la dégradation des terres, la désertification et l'expansion du désert vers le sud, celui-ci ayant progressé de 100 km en moyenne au cours des quatre dernières décennies.

Ces problèmes sont liés à divers facteurs, dont le surpâturage en sol fragile par un cheptel dont les effectifs ont connu une augmentation spectaculaire, passant de près de 27 millions d'animaux à environ 135 millions aujourd'hui.

Un grand nombre de zones sensibles traversent également une « crise de déboisement », qui a entraîné la perte de près de 12 pour cent du couvert forestier du Soudan en 15 ans seulement. En fait, il se peut que certaines régions subissent une perte totale de leur couvert forestier dans les dix prochaines années.

Par ailleurs, on a de plus en plus de preuves témoignant d'un changement climatique régional à long terme dans plusieurs régions du pays. Ce fait est attesté par la diminution très irrégulière, mais marquée, des précipitations, qui est particulièrement évidente dans les états du Kordofan et du Darfour.

Au Nord-Darfour, par exemple, les précipitations ont diminué d'un tiers au cours des 80 dernières années, constate le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de son antenne chargée de la gestion post-conflit et post-catastrophe naturelle.

L'ampleur des changements climatiques relevés au Nord-Darfour est sans précédent et ses impacts sont étroitement liés au conflit dans la région, car la désertification a considérablement aggravé les pressions sur les moyens de subsistance traditionnels qui reposent sur l'agriculture et de l'élevage.

En outre, « les changements climatiques prévus risquent de réduire encore la production alimentaire en raison de la diminution des précipitations et de la variabilité accrue, en particulier dans la ceinture du Sahel. D'après l'évaluation post-conflit du Soudan, une baisse de jusqu'à 70 pour cent du rendement des cultures est prévue dans les régions les plus vulnérables ».

Achim Steiner, Secrétaire-général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a déclaré : « Ce rapport présente l'ampleur et les nombreux facteurs de la tragédie du Soudan ?tragédie qui se déroule depuis des décennies, affectant la vie de millions de gens et de milliers de communautés. »

« Toutefois, la signature d'un accord de paix global en 2005 et les événements récents, y compris la décision de déployer une force de maintien de la paix Union africaine-ONU au Darfour, offrent une chance réelle de bâtir un avenir différent pour le peuple soudanais », a-t-il ajouté.

« Il est néanmoins clair que la manière dont l'environnement sera réhabilité et géré au Soudan aura une très forte incidence sur cet avenir et sera déterminante en ce qui concerne le maintien de la paix. La tragédie du Soudan n'est pas seulement la tragédie d'un pays d'Afrique, c'est une fenêtre sur le reste du monde qui met en évidence la manière dont des problèmes tels l'épuisement incontrôlé des ressources naturelles, comme les sols et les forêts, conjugués à des impacts comme les changements climatiques, peuvent déstabiliser les communautés, voire même des nations entières », a observé M. Steiner.

Les tensions et les conflits au Darfour font actuellement les gros titres, mais le rapport signale le risque de voir dans d'autres régions du Soudan une reprise des conflits historiques, ravivés en partie par le déclin des services environnementaux.

C'est tout particulièrement le cas de certaines zones à la frontière nord-sud. Dans la région des monts Nouba au Sud-Kordofan, par exemple, la tribu autochtone des Nuba a exprimé son inquiétude quant aux dommages subis par les arbres et autre végétation en conséquence de la présence récente de la tribu Shanabla, qui vit de l'élevage des chameaux. Comme bien des gardiens de troupeaux, les Shanabla ont été contraints de migrer vers le sud à la recherche de pâturages adéquats, détruits au nord par l'expansion agricole et la sécheresse. Certains Nuba ont menacé de « redémarrer la guerre » s'il n'était pas mis fin à ces dégâts.

L'évaluation, qui a été demandée par le nouveau gouvernement d'union nationale et le gouvernement du Sud-Soudan et réalisée en collaboration avec eux, fait un grand nombre de recommandations diverses.

Parmi celles-ci figurent l'investissement dans la gestion environnementale, y compris des mesures d'adaptation au climat ; le renforcement des capacités des gouvernements national et local dans le domaine de l'environnement et l'intégration des facteurs environnementaux dans tous les projets d'aide et de développement des Nations Unies.

« Le coût total de la mise en oeuvre des recommandations de ce rapport est estimé à environ 120 millions de dollars sur une durée de trois à cinq ans. Ce chiffre n'est pas exorbitant si on le compare au PIB du Soudan, qui s'élevait à 85,5 milliards de dollars en 2005 », constate l'étude du PNUE.

Quelques conclusions fondamentales

Précipitation et agriculture. Les données disponibles indiquent un changement climatique régional à long terme dans plusieurs régions du pays, avec une diminution très irrégulière, mais marquée, des précipitations.

En effet, les données historiques au Darfour indiquent une diminution des précipitations comprise entre 16 et plus de 30 pour cent, en conséquence de laquelle des millions d'hectares de pâturages semi-désertiques marginaux se sont transformés en désert.

Globalement, dans certaines régions au nord du Soudan, les déserts ont progressé en moyenne de 100 km au cours des 40 dernières années.

Les zones en bordure du Sahara, y compris les régions du Darfour, du Nord-Kordofan, de l'État de Khartoum et de l'état de Kassala touchées par les conflits et la sécheresse, seront extrêmement vulnérables.

Les modèles climatiques élaborés pour le Nord-Kordofan indiquent qu'il faut s'attendre à une augmentation des températures de 0,5 à 1,5 degrés C d'ici 2030 et 2060, celle-ci s'accompagnant d'une diminution moyenne de 5 pour cent des précipitations.

Les impacts sur l'agriculture risquent d'être désastreux dans certaines régions. Par exemple, le rendement des cultures de sorgho pourrait passer de près de 500 kg/hectare à 150 kg/hectare soit une baisse de 70 pour cent.

D'ici 2020, la perte de récolte au Darfour pourrait atteindre entre cinq et 20 pour cent.

La crise est aggravée par la dégradation des sources d'eau dans les déserts, à savoir les oueds ou les oasis. « Pratiquement toutes les zones de ce type inspectées par le PNUE ont subi une dégradation modérée à forte, principalement due au déboisement, au surpâturage et à l'érosion », constate le rapport.

Malgré ces graves pénuries d'eau, les inondations et les catastrophes naturelles qu'elles entraînent contribuent également à la vulnérabilité de la population soudanaise.

Les inondations les plus dévastatrices sont celles du Nil bleu, qui sont causées par le déboisement et le surpâturage dans le bassin versant supérieur du fleuve. L'érosion des berges dues à la dégradation du bassin hydrographique et aux inondations qui s'ensuivent est particulièrement forte et destructrice le long de la bande fertile en bordure du Nil.

« Le PNUE prévoit que les lâchers d'eau pulsés à partir du nouveau barrage de Méroé deviendront une cause majeure d'érosion des berges du Nil principal en aval », constate le rapport.

Une gestion durable de l'agriculture ? le plus important secteur économique du Soudan ? procurerait des avantages importants.

« La culture pluviale mécanisée, désorganisée et mal gérée, qui couvre une superficie estimée à 6,5 millions d'hectares, a eu un effet particulièrement destructeur, entraînant une déforestation massive, la destruction de la faune et de la flore, et une forte dégradation des terres », constate le rapport.

Déplacement de la population. On compte cinq millions de déplacés internes et de réfugiés au Soudan. La dégradation de l'environnement est l'un des facteurs contribuant au déplacement de la population, l'environnement étant fragilisé encore davantage par le seul volume de déplacés et de réfugiés présents dans certaines régions.

Les impacts environnementaux de nombreux camps sont importants, notamment du point de vue du déboisement pour l'alimentation en bois de chauffage. L'étude du PNUE a constaté qu'on pouvait observer un déboisement important jusqu'à 10 km des camps au Darfour. La situation est aggravée par la fabrication de briques dans certains camps.

Il faut un gros arbre pour alimenter le feu nécessaire à la fabrication de 3 000 briques environ. En outre, l'extraction de l'argile nécessaire à la fabrication des briques peut endommager les arbres en exposant les racines, et créer également des fosses où l'eau s'accumule et les moustiques prospèrent.

« Il est possible que certains camps du Darfour viennent à manquer de bois de chauffage utilisable dans un rayon faisable à pied, ce qui entraînera de sérieuses pénuries de combustible », constate le rapport.

Le retour des déplacés dans leurs villages d'origine est indubitablement un objectif louable mais, selon le rapport, cela risque d'être impossible dans certaines régions du fait que la dégradation de l'environnement est trop avancée.

Une analyse préliminaire de la durabilité environnementale de certains États, réalisée par le PNUE, indique que « la situation au Darfour est particulièrement claire ». De nombreuses régions du Nord-Darfour et du Darfour occidental sont victimes d'une désertification et d'une dégradation des terres

accélérées. Les autres États confrontés à des problèmes similaires sont le Sud-Kordofan, le Kassala oriental, le Nil bleu septentrional, le Nil supérieur septentrional et le nord de l'État Unity.

« Dans la majeure partie du Sud-Soudan, la situation est relativement positive du fait que les précipitations plus importantes assurent une meilleure productivité agricole », constate l'étude du PNUE.

Les forêts. Au Soudan, les forêts sont en train de disparaître avec une grande rapidité. Le couvert forestier a diminué de 11,6 pour cent depuis 1990, ce qui représente environ 8,8 millions d'hectares.

L'agriculture sur brûlis et les demandes en énergie en sont essentiellement responsables. Le PNUE estime que les besoins en bois de chauffage se situaient autour de 27 à 30 millions de mètres cubes en 2006.

« Au niveau régional, deux tiers des forêts du nord, du centre et de l'est du Soudan ont disparu entre 1972 et 2001. Le Darfour a perdu un tiers de son couvert forestier entre 1973 et 2006. Il est estimé que le Sud-Soudan a perdu 40 pour cent de ses forêts depuis l'indépendance et le déboisement se poursuit », constate le rapport.

Une étude complémentaire de l'ICRAF, le Centre international pour la recherche en agroforesterie, commandée par le PNUE pour le rapport, indique que le Soudan a perdu 30 pour cent de ses forêts depuis l'indépendance, la majorité des forêts du nord ayant déjà disparu.

À Timbisquo et Um Chelluta, deux sites au Sud-Darfour, les taux annuels de déboisement sont respectivement de 1,3 et 1,2 pour cent. Globalement, le taux de déboisement des forêts naturelles au Soudan pourrait approcher les deux pour cent par an.

La demande de charbon est signalée comme une question névralgique et une source potentielle de conflit entre le Nord et le Sud Soudan, ainsi qu'au Darfour.

Le PNUE prévoit que dans cinq à dix ans, les États du nord du Soudan pourront obtenir des approvisionnements suffisants en charbon uniquement du Sud Soudan et du Darfour, car toutes les autres réserves importantes auront été épuisées », constate le rapport.

Les eaux douces 20 pour cent des ressources en eau douce du Soudan sont produites intérieurement par les précipitations. Le reste provient de sources situées en dehors du pays, comme le Nil par exemple.

La dégradation des terres, liée en partie au déboisement, réduit considérablement la capacité des barrages existant au Soudan, en raison de la sédimentation. Le barrage de Sennar sur le Nil bleu a perdu 60 pour cent de sa capacité, tandis que celle du barrage de Khashm el Girba sur l'Atbara est réduite de plus de 50 pour cent.

Le rapport attire l'attention sur les préoccupations liées au nouveau barrage de Méroé?le plus important projet de construction de barrage en Afrique depuis le barrage d'Assouan en Égypte. L'évaluation du PNUE conclut que les lâchers d'eau du barrage risquent d'avoir un impact sur les programmes agricoles voisins et d'entraîner l'érosion des berges.

Parmi les autres préoccupations figurent la diminution de l'écoulement assurant la recharge des nappes aquifères et « le blocage des migrations de poissons ».

DJIBOUTI: Les pluies tardives affectent durement les éleveurs nomades

IRIN, 7-06-2007

NAIROBI, 7 June 2007 (IRIN) - Les éleveurs nomades des régions rurales de Djibouti ont de plus en plus de difficultés à se nourrir et les pâturages pour le bétail se font de plus en plus rares en raison de l'arrivée tardive des pluies des mois de mars et mai, a prévenu un réseau de systèmes d'alerte précoce.

« La production de lait est quasi-inexistante et le prix des denrées de base est particulièrement élevé. Ceci n'a fait qu'accentuer les difficultés des populations d'éleveurs nomades à accéder à la nourriture, après plusieurs années consécutives de sécheresse », a indiqué le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS Net), dans un récent rapport sur la sécurité alimentaire à Djibouti, publié le 5 juin.

Selon FEWS Net, l'afflux à Djibouti de réfugiés somaliens fuyant les combats dans leur pays devrait réduire encore plus les maigres ressources humanitaires disponibles.

Dans les régions rurales de Djibouti, la petite saison des pluies, de mars à mai, a commencé avec six semaines de retard et le niveau des pluies a été faible à la mi-avril.

Or, ces pluies qui surviennent généralement après la longue saison sèche d'octobre à février sont d'un grand soulagement pour les populations, en particulier celles vivant dans les zones pastorales des régions frontalières du nord-ouest et du sud-est du pays, a précisé le FEWS Net.

En raison de la sécheresse prolongée, les pâturages et l'eau sont devenus rares, et le bétail commence à montrer des signes extrêmes de détresse qui ont entraîné une baisse significative de la production de lait.

Quant aux populations urbaines démunies, qui éprouvent d'énormes difficultés à se procurer de la nourriture en raison du prix élevés des denrées alimentaires de base, elles commencent à ressentir les effets des pénuries d'eau, en particulier dans la ville de Djibouti et à Dikhil. Et ces pénuries pourraient aggraver la situation sanitaire et nutritionnelle déjà déplorable des enfants, a souligné le FEWS Net.

Les problèmes de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans sont courants à Djibouti où, d'après l'enquête réalisée en 2006 par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le taux de malnutrition était bien inférieur au seuil d'urgence.

Cette enquête à indicateurs multiples (Multi-Indicator Cluster Survey, en anglais) explique le mauvais état nutritionnel des nourrissons et enfants djiboutiens par les fréquentes sécheresses, le fort taux de chômage et les prix des denrées alimentaires de base qui sont hors de portée de la plupart des habitants des zones urbaines et rurales.

L'un des constats les plus inquiétants de cette enquête est que le taux de malnutrition global s'établit à 20,4 pour cent, contre 17,9 pour cent en 2002, et que le taux de malnutrition aiguë sévère est de 7,1 pour cent, contre 5,9 pour cent en 2002.

Or, selon l'Organisation mondiale de la santé, un taux de malnutrition aiguë global de 15 pour cent est considéré comme grave.

Les effets de la faible pluviométrie devraient se faire encore ressentir jusqu'à la fin du mois de juillet, une période qui coïncide généralement avec le début de la grande saison des pluies.

En outre, a révélé le rapport de FEWS, les sécheresses récurrentes, la diminution du cheptel, le taux particulièrement élevé de la malnutrition et la réduction des opportunités commerciales ont, au cours de la dernière décennie, gravement affecté la capacité des éleveurs à faire face à de telles situations.

Le GIEC impute aux activités humaines l'ampleur du réchauffement

LEMONDE.FR avec Reuters et AFP | 02.02.07 | 06h40 • Mis à jour le 02.04.07 | 10h41

Les scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) doivent dévoiler, vendredi matin 2 février, à 9 h 30, les principales conclusions de leur rapport – bilan de six ans de travaux –, établissant, avec un degré de certitude jamais atteint auparavant, que les activités humaines sont responsables du réchauffement climatique. Les discussions, qui se déroulent depuis lundi à Paris entre scientifiques du GIEC et représentants de gouvernements, ont pris fin dans la nuit.

Le GIEC, instance qui, avec ses 2 500 chercheurs venus de 130 pays, fait autorité en la matière, prédit des pluies diluviennes, une fonte des glaciers, des sécheresses, des vagues de chaleur et une lente montée du niveau des mers.

Le texte final du rapport juge, avec une probabilité de plus de 90 %, que l'essentiel du réchauffement climatique de ces cinquante dernières années est imputable à des activités humaines et en particulier à l'utilisation de combustibles fossiles. Le précédent rapport du GIEC, en 2001, établissait un lien entre les activités humaines et le réchauffement avec une probabilité d'au moins 66 %. *"La plupart des augmentations observées des températures moyennes depuis le milieu du XX^e siècle sont très probablement dues à l'augmentation observée des concentrations de gaz à effet de serre anthropogéniques [d'origine humaine]"*, dit le texte dont Reuters a pu prendre connaissance.

AUGMENTATION DES TEMPÉRATURES DE 1,8 À 4 DEGRÉS

Un résumé de vingt pages destiné aux preneurs de décisions évoque les risques de voir les glaciers de l'Arctique disparaître en été d'ici à 2100 et les courants du Gulf Stream ralentir.

Le rapport prédit une augmentation probable des températures de 1,8 à 4 degrés centigrades au XXI^e siècle, avec une fourchette plus large oscillant entre 1,1 et 6,4 degrés. Les températures ont augmenté de 0,7 degré au XX^e siècle et, depuis que l'on a commencé à établir des statistiques, en 1850, les dix années les plus chaudes ont été postérieures à 1994.

Selon les scénarios envisagés et compte tenu des marges d'incertitude, le niveau des mers augmenterait, lui, au minimum de 19 à 37 cm et au maximum de 28 à 58 cm.

Le rapport publié vendredi est produit par le groupe 1 du GIEC, qui recense les *"bases scientifiques physiques"* sur le phénomène climatique. D'autres groupes de travail publieront cette année leur rapport. Le groupe 2 diffusera en avril à Bruxelles ses conclusions sur les conséquences probables du changement climatique. D'après le quotidien australien *The Age*, les projections de ce texte, intitulé *"Impacts, adaptation et vulnérabilité"*, indiquent que 200 à 700 millions de Terriens pourraient souffrir de pénuries alimentaires d'ici à 2080 du fait du changement climatique. Les pénuries d'eau pourraient frapper, elles, entre 1,1 et 3,2 milliards d'êtres humains. Suivront le rapport du groupe 3 sur les options envisageables, attendu en mai à Bangkok, puis un rapport de synthèse qui sera publié en novembre en Espagne.

L'ESPOIR DE RELANCER LES DISCUSSIONS

Les responsables de l'ONU espèrent que le rapport du GIEC incitera les gouvernements et les entreprises à faire davantage pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dégagés principalement par les combustibles fossiles dans les centrales électriques, les usines et les véhicules automobiles, et permettra de relancer les discussions actuellement gelées sur l'extension de la lutte contre le réchauffement climatique.

Trente-cinq nations industrielles se sont engagées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2008-2012 de 5 % par rapport aux niveaux de rejet de 1990 dans le cadre du protocole de Kyoto. Ces

pays souhaitent à présent que des pays extérieurs au protocole, notamment les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, en fassent plus.

La semaine dernière, le président américain, George Bush, a reconnu, dans son discours sur l'état de l'Union, que le changement climatique constituait un "*défi sérieux*". Mais il s'est abstenu d'imposer une limitation aux rejets de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les Etats-Unis s'étaient retirés, en 2001, du protocole de Kyoto, en dénonçant les limitations d'émissions, présentées comme des carcans économiques, et en déplorant que les pays en développement en soient dispensés.

L'ONU dénonce l'inégalité face au réchauffement

LE MONDE | 27.11.07 | 14h34 • Mis à jour le 27.11.07 | 14h34

Inégalités, justice, révolte : ces problèmes sont au coeur du changement climatique, affirme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son rapport annuel, rendu public le 27 novembre. Axé sur l'impact du réchauffement de la planète et titré "Un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé", il s'appuie sur une documentation fournie.

En le publiant dix jours avant le début de la conférence de Bali sur le climat, les experts onusiens veulent faire entendre "deux groupes d'individus possédant une faible voix sur le plan politique : les pauvres du monde entier et les générations de demain". Ils le font avec des mots qui rompent avec la langue de bois propre aux rapports internationaux.

Ils commencent par rappeler la dimension historique du changement climatique en cours, "peut-être la menace la plus grave qui ait jamais pesé sur l'humanité". Mais, alors que "le monde a moins de dix ans pour inverser la situation", le sentiment de l'urgence ne semble pas encore imprégner les sociétés riches et leurs dirigeants. Pourtant, c'est un véritable retournement du sens de l'histoire qui serait en cours, si l'on en croit le PNUD : "Nous assistons en direct à ce qui pourrait s'avérer être le début d'une régression considérable du développement humain. (...) Le changement climatique remet en cause le principe des Lumières selon lequel le progrès humain rendra l'avenir toujours meilleur que le passé.

Le rapport insiste sur l'injustice qui caractérise le déroulement du phénomène. Ainsi un habitant des Etats-Unis émettait, en 2004, 21 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, un Français, 6 tonnes, un Chinois, 3,8 tonnes, un habitant du Bangladesh ou un Ethiopien, 0,1 tonne. En cas d'échec dans l'effort pour limiter ces émissions, *"les 40 % de la population mondiale la plus pauvre, soit environ 2,6 milliards de personnes, seront condamnés à un avenir comportant moins d'opportunités. Le changement climatique accentuera encore les inégalités profondes entre les pays"*.

"ECOLOGIQUEMENT INSOUTENABLE"

Le rapport observe que les montants affectés au Fonds d'aide à l'adaptation aux changements climatiques sont dérisoires (environ 220 millions de dollars), alors même que l'aide globale au développement stagne malgré toutes les promesses. *"On ne peut pas laisser les plus pauvres du monde couler ou nager grâce à leurs seules ressources, tandis que les pays riches protègent leurs citoyens derrière les fortifications anti-climat"*, y lit-on.

Au total, les droits de l'homme sont au coeur de la problématique écologique : *"Laisser évoluer cette tragédie serait un échec politique qui mériterait d'être décrit comme "révoltant la conscience de l'humanité", estiment les experts onusiens. Ce serait une violation systématique des droits de l'homme pour les pauvres et les générations futures et un grand pas en arrière pour les valeurs universelles."*

Le PNUD appelle donc les pays riches à se fixer un objectif de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 % en 2050, tandis que celles des pays en développement devraient culminer en 2020 avant de se réduire de 20 % en 2050. Les instruments de marché ne suffiront pas, avance l'organe des Nations unies, qui remet en cause l'idéologie dominante de la croissance : *"Il ne pourrait y avoir de démonstration plus claire que celle faite par le climat que la création de richesse économique n'est pas la même chose que le progrès humain. (...) L'une des plus rudes leçons qu'enseigne le changement climatique, c'est que le modèle économique de la croissance et la consommation effrénée des nations riches sont écologiquement insoutenables."*

Hervé Kempf

Article paru dans l'édition du 28.11.07.

PNUE : le changement du climat posera un risque sécuritaire

Centre de nouvelle de l'ONU 10-12-2007



10 décembre 2007 – Le réchauffement climatique attisera vraisemblablement des conflits politiques et militaires dans plusieurs régions du monde, prévient un nouveau rapport préparé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le rapport, intitulé « Le changement climatique, risque sécuritaire », a été préparé par un organisme allemand, à partir des travaux d'experts internationaux dont le PNUE, affirme un [communiqué](#) publié aujourd'hui à Bali.

Les principales régions citées dans le rapport sont l'Afrique du Nord où les pressions migratoires vont s'intensifier en raison des sécheresses, de la croissance de la population et de la réduction du potentiel agricole, ainsi que d'une réponse politique inadaptée. Le delta du Nil devra affronter la salinisation des terres à cause de la montée du niveau de la mer.

Au Sahel, la sécheresse pèsera sur une région déjà instable qui abrite d'énormes populations réfugiées. Idem en Afrique australe qui regroupe déjà certains des pays les plus pauvres de la planète.

En Asie centrale, le retrait des glaciers pèsera sur les tensions sociales et politiques.

En Inde, au Pakistan et au Bangladesh le retrait des glaciers de l'Himalaya mettra en danger les sources en eau de millions de personnes, tandis que les changements de la Mousson, la montée des eaux et les cyclones menaceront les zones peuplées de la baie du Bengale.

En Chine, les vagues de chaleur continueront d'aggraver les effets de la pollution.

Enfin, les Caraïbes et le Golfe du Mexique risquent d'être submergés par les effets des cyclones, tandis que l'effondrement du système de la forêt amazonienne, qui n'est pas à exclure, aurait des « conséquences économiques et sociales incalculables » pour l'Amérique du Sud.

La publication de ce rapport intervient alors qu'Al Gore et le chef du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC) des Nations Unies, Rajendra Pachauri, étaient aujourd'hui à Oslo, en Norvège, pour la remise officielle de leur prix Nobel de la paix conjoint.

Aujourd'hui marque aussi le début de la deuxième semaine de négociations à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Bali. Le secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), Yvo de Boer, y a rappelé aujourd'hui l'importance de la technologie, a rapporté la porte-parole du Secrétaire général.

« Le recours à des technologies propres et au développement durable pourrait aider les pays en développement à sauter par-dessus la phase du développement économique reposant sur le carbone », a-t-il déclaré.

A cet égard, la Banque mondiale a publié aujourd'hui une étude réalisée auprès de 1.000 leaders et professionnels influents dans 105 pays, au cours des deux semaines précédant l'ouverture de la conférence de Bali. Il en ressort que des 18 technologies les plus prometteuses pour les 25 prochaines années, les biocarburants arrivent en dernier, alors que la première place revient à l'énergie solaire, à l'énergie éolienne et à la co-génération (fourniture d'énergie et de chaleur).

La majorité soutient aussi le développement durable (92%), la protection de la biodiversité (87%), un partage approprié du fardeau (75%), la sécurité énergétique (75%) et la définition d'une concentration maximum de CO2 dans l'atmosphère (74%).

Selon l'OCDE, le changement climatique pourrait multiplier par trois la population exposée à un risque d'inondations côtières d'ici 2070

Communiqué OCDE 04-12-2007

04/12/2007 - D'après un [nouveau rapport](#) de l'OCDE, co-rédigé par des experts issus des milieux universitaires et du secteur privé, le changement climatique et l'urbanisation pourraient entraîner un triplement du nombre de personnes exposées à des inondations côtières dans le monde d'ici 2070.

Il ressort de cette étude, intitulée *Ranking port cities with high exposure and vulnerability to climate extremes*, que 150 millions de personnes environ pourraient être exposées à des inondations côtières centennales d'ici à 2070, contre 40 millions actuellement. L'impact financier passerait quant à lui à 35 000 milliards USD d'ici 2070, au lieu de 3000 milliards aujourd'hui.

Avant sa visite à la conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali, le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría a déclaré que les pays du monde entier devaient agir maintenant pour aborder le défi économique du changement climatique : "Le climat a bel et bien commencé à changer, et une action concertée est indispensable pour en prévenir les conséquences les plus néfastes. Pour les combattre, il existe tout un éventail de moyens économiques envisageables et une volonté politique est indispensable pour les concrétiser."

Les chercheurs ont analysé l'exposition des personnes et des biens et infrastructures à une inondation côtière centennale dans plus de 130 grandes villes portuaires de la planète. Un risque annuel d'inondation côtière de 1/100 est un niveau de risque communément admis dans les évaluations. L'objectif est d'aider les responsables de l'action publique à déterminer les cibles de leurs stratégies d'adaptation aux extrêmes climatiques et à analyser les avantages potentiels des mesures d'atténuation de leurs effets. Elle inaugure une série de rapports de l'OCDE consacrés aux répercussions économiques du changement climatique dans les grandes villes.

Dans leurs estimations de l'impact du changement climatique, les chercheurs se sont fondés sur une élévation moyenne du niveau des océans de 0.5 mètre d'ici à 2070. Cette hypothèse tient compte de la fonte des calottes glaciaires, qui s'est révélée importante ces dernières décennies, et elle correspond à un scénario prévoyant un risque moyen à élevé.

Le rapport indique que les stratégies d'atténuation ralentiront et limiteront les effets aggravants du changement climatique sur le risque d'inondation côtière. Cela laissera aux grandes villes un répit précieux leur permettant de mettre en œuvre des mesures d'adaptation. Les études montrent en effet que la mise en place de protections côtières efficaces peut prendre trente ans ou plus. Il faut que l'adaptation devienne une priorité des pouvoirs publics dès maintenant pour qu'elle puisse faire une différence demain.

Environ la moitié de la population totale exposée à des inondations côtières provoquées par des marées de tempête et aux dommages imputables à des vents violents est concentrée dans seulement dix grandes villes. C'est à Mumbai que le nombre de personnes menacées est le plus élevé. Mais en 2070, la ville la plus vulnérable sera Calcutta, dont la population exposée devrait être multipliée par plus de sept, pour passer à 14 millions de personnes.

Dans les décennies à venir, la croissance et le développement sans précédent des mégapoles d'Asie constitueront un facteur clé dans l'augmentation du risque que représentent les inondations côtières à l'échelle mondiale. En termes de nombre d'habitants exposés, Calcutta est suivie de près par Mumbai, Dhaka, Guangzhou, Ho Chi Minh Ville, Shanghai, Bangkok, Rangoon et Hai Phong. Parmi les dix grandes villes les plus menacées, Miami est la seule qui soit située dans un pays développé.

Les villes exposées aujourd'hui qui possèdent les actifs (biens et infrastructures) les plus importants en valeur se trouvent principalement dans des pays développés. Miami est de ce point de vue la plus

menacée actuellement et le restera en 2070, la valeur des actifs exposés y passant de quelque 400 milliards USD à plus de 3 500 milliards USD. En 2070, huit des grandes villes les plus exposées se situeront en Asie. Guangzhou, qui se classe au deuxième rang en termes d'actifs, est suivie de New York, Calcutta, Shanghai, Mumbai, Tianjin, Tokyo, Hong Kong et Bangkok.

[Voir graphique](#)

Ce rapport, où sont classées les grandes villes du monde les plus exposées à des inondations côtières aujourd'hui et dans le futur, fait partie d'une série que l'OCDE prévoit de publier sur le thème " les grandes villes et le changement climatique ". La deuxième phase du projet consistera à étudier l'efficacité des mesures de protection contre les inondations et la vulnérabilité des principales agglomérations dans le monde.

Les minorités sont les premières victimes du réchauffement climatique

LEMONDE.FR avec AFP | 11.03.08 | 17h18

Certaines minorités ethniques sont particulièrement menacées de disparition par les bouleversements climatiques, selon le [rapport annuel](#) sur l'état des minorités dans le monde de l'organisation Minority Rights Group (MRG), publié mardi 11 mars.

Une étude portant sur plusieurs désastres environnementaux récents dans le monde montre que ce sont les minorités et les groupes indigènes qui ont été le plus touchés par les changements climatiques tandis que, quand une catastrophe naturelle survient, ils sont les derniers auxquels l'aide parvient, souligne le MRG. C'est l'Afrique qui devrait être parmi les continents les plus touchés. *"A cause de la sécheresse, les populations rurales vont particulièrement souffrir"*, a insisté Ishbel Matheson, responsable de la politique et de la communication du MRG. Ainsi, dans le nord du Kenya, les sécheresses de plus en plus fréquentes et sévères ainsi que les inondations modifient durablement les conditions de vie des ethnies pastorales. Traditionnellement, les bergers vivent de l'élevage de chèvres ou de chameaux, mais la sécheresse en 2005 et 2006 a réduit de 70 % les troupeaux, laissant 80 % des bergers dépendre de l'aide alimentaire internationale.

CONSÉQUENCES INDIRECTES DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

La relation étroite qu'entretiennent de nombreux peuples indigènes avec leur environnement les rend aussi particulièrement sensibles à l'impact du changement climatique. Dans l'Arctique, où l'atmosphère se réchauffe deux fois plus vite, vivent environ 400 000 indigènes dont les Sâmes (Lapons) du nord de l'Europe. Ceux-ci vivent de l'élevage traditionnel des rennes, or le lichen, dont se nourrissent ces animaux, se raréfie sous l'effet conjugué de la hausse des températures et des pluies. Et l'amincissement de la glace rend l'accès aux routes migratoires des rennes dangereux.

Enfin, le rapport de l'ONG pointe de nouvelles conséquences indirectes du réchauffement climatique. Paradoxalement, les biocarburants, présentés comme étant une solution pour la baisse d'émission de gaz à effet de serre, menacent parfois la survie de minorités. Des populations amérindiennes en Amérique latine sont ainsi souvent expulsées de force de leurs villages et leurs ressources alimentaires détruites pour permettre la plantation de nouvelles cultures destinées à la production de biocarburant.

PNUE : utiliser les savoirs traditionnels face aux changements climatiques

Centre de nouvelles de l'ONU 9-08-2007

9 août 2007 – Le Programme des Nations Unies pour l'environnement ([PNUE](#)) a célébré aujourd'hui, à l'instar d'autres agences de l'ONU, la Journée mondiale des peuples autochtones, soulignant que ces populations sont particulièrement touchées par le changement climatique.

« On sait que c'est la communauté Saami de Scandinavie qui a attiré l'attention de la communauté internationale sur la question du changement climatique et son impact sur leur mode de vie », a déclaré Achim Steiner, le Directeur exécutif du PNUE, dans un [communiqué](#) publié aujourd'hui à Nairobi.

Le PNUE considère depuis longtemps les peuples autochtones comme des partenaires importants et il recherche leur collaboration dans sa mission destinée à préparer un « environnement pour le développement ».

Le savoir traditionnel peut en effet être un atout pour limiter les effets des désastres naturels, et le PNUE voudrait tirer profit de ces enseignements pour le bénéfice de la communauté internationale.

Il a récemment incorporé à son site web une base de données sur les savoirs autochtones (« Indigenous Knowledge in Africa »), dont le double objectif est de garantir leur pérennité et de leur assurer une diffusion aussi large que possible.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, que l'Assemblée générale pourrait bientôt adopter, reconnaît également le lien qui existe entre le respect des pratiques et des savoirs traditionnels et le respect de l'environnement.

Quant à l'Instance permanente sur les questions autochtones de l'ONU, elle a décidé d'axer la session de 2008 sur ce thème.

Le Conseil des droits de l'homme s'empare du changement climatique

Agence France-Presse, 28 mars 2008

Genève Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU s'est emparé officiellement vendredi de la question du changement climatique en adoptant une résolution qui souligne que les plus pauvres sont particulièrement menacés par le réchauffement de la planète.

Les 47 États membres ont adopté sans vote la résolution demandant au Haut commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme de remettre au Conseil «une étude analytique détaillée des liens entre changements climatiques et droits de l'homme».

Notant que le changement climatique «est sans équivoque» et «semble devoir être d'origine humaine», le texte souligne que «les pauvres de la planète, notamment ceux qui vivent dans des zones à haut risque, sont particulièrement exposés aux effets des changements climatiques et ont aussi généralement des capacités d'adaptation limitées».

La résolution a été déposée par les Maldives, l'un des États du monde considérés comme les plus menacés par l'éventualité d'une montée du niveau des mers provoquée par le réchauffement du climat.

SOMMAIRE

- Centre de nouvelles de l'ONU, 12-02-2008, « Climat : les petits États insulaires demandent une aide extérieure », p.2
- Le Monde Diplomatique, avril 2007, Donatien GARNIER « Au Bangladesh, les premiers réfugiés climatiques », p.3
- PNUE, Communiqué, 22 juin 2007, « La dégradation environnementale, source de tensions et de conflits au Soudan » p.8
- IRIN, Nouvelles et Analyses Humanitaires, UNOCHA 7-06-2007 « DJIBOUTI : Les pluies tardives affectent durement les éleveurs nomades » p.12
- Le Monde avec Reuters et AFP, » 02-02-2007, « Le GIEC impute aux activités humaines l'ampleur du réchauffement », p.13
- Le Monde, 28-11-2007, « L'ONU dénonce l'inégalité face au réchauffement climatique » p.15
- PNUE, Communiqué, 10-12-2007, « PNUE : le changement du climat posera un risque sécuritaire » p.16
- Communiqué OCDE, 4-12-2007 « Selon l'OCDE, le changement climatique pourrait multiplier par trois la population exposée à un risque d'inondations côtières d'ici 2070 » p.17
- Le Monde, 11-03-2008, « Les minorités sont les premières victimes du réchauffement climatique », p.17
- Centre de nouvelles de l'ONU, 9-08-07 "PNUE : utiliser les savoirs traditionnels face aux changements climatiques" : p.19
- Agence France Presse 28-03-2008 « Le Conseil des Droits de l'Homme s'empare du changement climatique » p.19

AUTRES DOCUMENTS

Ouvrages

- Collectif Argos, « Réfugiés climatiques », 2007 ed Infolio

Rapports

- Minorities rights international group, State of the world minorities 2008, “Climate Change and minorities »
- Rapport du PNUD 2007-2008, dec 2007 « La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé »
<http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/chapters/french/>
http://hdr.undp.org/en/media/hdr_20072008_en_complete.pdf
- German Advisory Council on Global Change (WGBU) en collaboration avec le PNUE, déc 2007 ‘Climate change as a security risk’.
http://www.wbgu.de/wbgu_jg2007_engl.pdf
- Global Governance WP no 33 on Climate Refugees, nov 07, “Preparing for a warmer world – Towards a Global Governance system to protect climate refugees”
<http://www.glogov.org/images/doc/WP33.pdf>
- IOM, 1^{er} novembre 2007, Document de travail, 94^e session « Migrations et environnement »
http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/microsites/IDM/workshops/evolving_global_economy_2728112007/MC_INF_288_FR.pdf
- N.P. GLEDITSCH, R. NORDAS, I. SALEHYAN, International Peace Academy , Mai 2007, « Climate change and Conflict : the migration link »
http://www.ipacademy.org/asset/file/169/CWC_Working_Paper_Climate_Change.pdf
- United Nation University , mai 2007, « Control, adapt or flee, how to face environmental migration? »,
<http://www.each-for.eu/documents/RENAUD%202007%20Control,%20Adapt%20or%20Flee%20How%20to%20Face%20Environmental%20Migration%20UNU-EHS.pdf>
- CHRISTIAN AID, « Human Tide, The real migration crisis », mai 2007
http://www.christianaid.org.uk/stoppoverty/climatechange/resources/human_tide.aspx
- Parti Travailleiste australien, 5-01-2006, « Our drowning neighbours »
<http://www.anthonyalbanese.com.au/documents/060105%20-%20Our%20Drowning%20Neighbours.pdf>
- STERN N. (2006) “The Economics of Climate Change”. Report for HM Treasury
http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm
- Appel de limoges sur les réfugiés écologiques, 23-06-2005
<http://www.liser.org/Appel%20de%20Limoges.pdf>
- CONISBEE, M. & SIMMS, , « the case for international recognition», New Economic Foundation, Environmental refugees, 2003

<http://www.neweconomics.org/gen/uploads/lpce0g55xjx5eq55mfjxbb5523102003180040.pdf>

Revues

- Christel COURNIL, Pierre. MAZZEGA, « Catastrophes écologiques et flux migratoires : Comment protéger les réfugiés écologiques ? », Revue européenne de droit de l'environnement, n°4, décembre 2006, p.417-427
- Patrick GONIN et Véronique LASSAILLY-JACOB (2002) « Les réfugiés de l'environnement », Revue Européenne des Migrations Internationales (REMI), Volume 18 , Numéro 2 , p. 139-160.
<http://remi.revues.org/document1654.html>

Internet

- Collectif Argos - Exposition Photo : <http://www.collectifargos.com/>
- Association Tuvalu : <http://www.alofatuvalu.tv/>
- Revue Européenne des Migrations Internationales : <http://remi.revues.org/>
- Living Space for Environmental Refugees : <http://www.liser.org/>
- Environmental Change and Forced Migration Scenarios (EACH-FOR) : <http://www.each-for.eu/>
- Blogtrotters-tuvalu : <http://www.blogtrotters.fr/5-refugies-climatiques-du-tuvalu/>
- <http://www.earthsystemgovernance.org/>
- <http://www.glogov.org/>
- Bangladesh center for advanced studies: <http://www.bcas.net/>
- Climate change adaptation in Africa: http://www.idrc.ca/en/ev-94424-201-1-DO_TOPIC.html
- Red cross red crescent Climate center : <http://www.climatecentre.org/>
- GIEC : <http://www.ipcc.ch>
- OIM : <http://www.iom.int/>
- PNUE : <http://www.unep.org/>
- UNHCR : <http://www.unhcr.fr>